

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 833^e
SÉANCE

Vendredi 9 novembre 1962,
à 10 h 45

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
Organisation des travaux de la Commission . . .	245
Point 35 de l'ordre du jour:	
Développement économique des pays sous-développés (suite):	
c) Développement industriel et action des organes des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation	
Examen du projet de résolution de la Jordanie et de la Pologne (suite)	245

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI
(Pologne).

1. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) tient à exprimer la gratitude profonde de la délégation des Etats-Unis à tous les représentants qui ont exprimé leurs condoléances à l'annonce du décès de Mme Eleanor Roosevelt et qui ont voulu rendre à sa mémoire un hommage ému. On se souviendra que c'est au moment où elle assumait la présidence de la Commission des droits de l'homme que fut promulguée la Déclaration universelle des droits de l'homme, document qui lui tenait particulièrement à cœur et à la rédaction duquel elle prit une part active. En elle, les Etats-Unis et le monde entier viennent de subir une très grande perte.

Organisation des travaux de la Commission (A/C.2/L.667)

2. Après un échange de vues, le PRESIDENT dit qu'en l'absence d'objections il considère les propositions formulées dans sa note (A/C.2/L.667) comme adoptées.

Il en est ainsi décidé.

POINT 35 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pays sous-développés (A/5220) [suite]:

c) Développement industriel et action des organes des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation (A/C.2/L.649 et Add.1, A/C.2/L.658, E/3600/Rev.1, E/3656, E/3656/Add.1)

EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION DE LA JORDANIE ET DE LA POLOGNE (A/C.2/L.649 ET ADD.1) [suite]

3. M. RENAUD (France) dit que sa délégation n'est pas encore en mesure de se prononcer de manière définitive sur les problèmes posés par le projet de résolution présenté par la Jordanie et la Pologne (A/C.2/L.649 et Add.1), car il se peut que des échanges de vues avec les auteurs de ce texte et avec d'autres

délégations l'amènent à modifier sa position initiale. La délégation française se bornera donc à formuler quelques observations sur le fond et la forme du projet de résolution à l'examen.

4. Si elle apprécie à sa juste valeur le souci de clarification et d'analyse qui a présidé à l'élaboration de ce texte, la délégation française estime qu'on ne saurait limiter au programme de travail et aux recommandations mentionnés dans le deuxième considérant de la section I le nombre des éléments qui concourent à l'industrialisation d'un pays. On ne peut définir les préalables nécessaires à l'industrialisation que s'ils s'inscrivent dans un ensemble dynamique intéressant la totalité de l'effort à accomplir. Il n'est pas exagéré de dire que d'autres éléments — tels que les transports et les communications, la formation et l'installation de la main-d'œuvre et la mise en place de services statistiques reflétant la vie économique de la nation — sont tout aussi importants qu'un inventaire des ressources naturelles. Il faut donc se garder d'isoler un aspect à l'exclusion des autres et de risquer ainsi de compromettre une conception globale et plus souple qui servirait mieux la cause de l'industrialisation.

5. D'autre part, il semble prématuré de parler d'une organisation unique alors qu'un comité consultatif d'experts a été chargé, aux termes de la résolution 873 (XXXIII) du Conseil économique et social, d'examiner si de nouveaux changements d'organisation seraient nécessaires. Qui dit organisation unique dit certes concentration, mais aussi isolement. Pour sa part, la France préfère le concept de coopération et de coordination qui laisse une plus grande souplesse et offre des possibilités plus vastes parce que plus variées. Quand on connaît toute la gamme des institutions et organismes des Nations Unies qui jouent déjà un rôle dans ce domaine, on voit mal quelle organisation unique pourrait assurer la synthèse de toutes ces activités.

6. Quant à la section II du projet de résolution, la délégation française ne voit pas quel élément nouveau elle apporte dans un débat où les problèmes du commerce extérieur ont déjà été évoqués et le seront encore. Elle attend donc certains éclaircissements à ce sujet, en particulier sur les études techniques envisagées concernant les problèmes du commerce extérieur des pays en voie de développement.

7. Les objections qui précèdent conduiront la France soit à présenter elle-même certains amendements, soit à appuyer ceux que d'autres délégations pourront présenter dans le sens indiqué.

8. M. AMADOR (Mexique) exprime la satisfaction qu'a causée à sa délégation la nomination par le Secrétaire général de M. Mayobre au poste de Commissaire au développement industriel. Cet économiste éminent jouit d'une haute réputation au Mexique, où l'on n'a pas oublié le rôle important qu'il a joué au secrétariat exécutif de la CEPAL.

9. D'une façon générale, la délégation mexicaine approuve les objectifs du projet de résolution présenté par la Jordanie et la Pologne, qui visent à faciliter le développement industriel des pays en voie de développement grâce à une meilleure utilisation de leurs ressources naturelles et autres et grâce à l'expansion et à la diversification de leur commerce extérieur. Elle éprouve néanmoins des doutes quant à la recommandation adressée au Comité consultatif d'experts. Avant de conclure à la nécessité de confier l'étude de tous ces problèmes à une organisation unique, il serait bon d'examiner plus à fond les rapports qu'ils présentent entre eux ainsi que la façon dont chacun d'eux se pose selon les différentes formes et aux différentes étapes de l'industrialisation dans les divers pays. Alors que les Nations Unies entament à peine leurs activités dans le domaine de l'industrialisation, il semble prématuré d'accepter dès maintenant l'idée d'une organisation unique pour traiter d'un ensemble complexe de problèmes dont la forme peut varier considérablement d'un pays à l'autre.

10. M. KIBRIA (Pakistan) approuve les grandes lignes du projet de résolution, car sa délégation s'efforce depuis longtemps d'attirer l'attention des Nations Unies sur la complexité du processus d'industrialisation pour les pays qui voudraient parvenir en quelques dizaines d'années au niveau que d'autres n'ont atteint qu'au bout de plusieurs siècles. La délégation pakistanaise est consciente de la nécessité urgente de créer une institution spécialisée des Nations Unies pour le développement industriel, mais elle n'ignore pas que la question est déjà à l'étude, notamment à la suite de l'adoption par le Conseil économique et social de la résolution 873 (XXXIII).

11. Puisque le Comité consultatif d'experts créé par cette résolution est notamment chargé de rechercher s'il serait opportun de créer une institution spécialisée pour le développement industriel, la délégation pakistanaise préfère attendre ses conclusions avant de se prononcer définitivement; elle espère donc que les auteurs du projet de résolution pourront modifier leur texte de manière à tenir compte des observations pertinentes qui leur ont déjà été faites à ce sujet. Ils devraient d'autre part supprimer la mention des ressources hydrauliques qui figure dans le dispositif de la section I du projet, parce que ces ressources ne servent pas uniquement à l'industrialisation et interviennent dans de nombreux travaux liés à l'agriculture. Enfin, il serait possible d'améliorer la rédaction du dispositif de la section II si l'on remplaçait les mots "compte tenu des recettes d'exportation qui sont indispensables à ces pays" par les mots "compte tenu de la nécessité urgente pour ces pays d'accroître régulièrement leurs recettes d'exportation". La délégation pakistanaise sera heureuse de voter en faveur du projet de résolution lorsque ces diverses modifications y auront été apportées.

12. M. IBARRA SAN MARTIN (Uruguay) s'associe aux observations des représentants de la France et du Mexique. Il estime comme eux que les problèmes de l'industrialisation sont trop vastes pour être étudiés dans le cadre d'une organisation unique et que la méthode la meilleure est de s'en tenir à la spécialisation des organismes tout en assurant entre eux le degré de coordination indispensable.

13. M. UNWIN (Royaume-Uni) dit que sa délégation apprécie l'initiative prise par les auteurs du projet de résolution pour conserver son élan à l'action des Nations Unies dans le domaine extrêmement impor-

tant du développement industriel. Elle craint toutefois que le texte proposé n'aille trop loin et ne risque de se traduire par un rythme trop rapide de ce développement. Elle estime, avec la délégation du Pakistan, que le dispositif de la section I du projet préjuge, d'une manière difficilement acceptable, les décisions que le Comité consultatif pourra être amené à prendre. La délégation britannique n'a pas, pour le moment, de vue précise concernant des changements éventuels à la structure organique existante. Elle réserve donc son jugement sur les mesures proposées et attend avec intérêt les recommandations du Comité consultatif; elle estime que le projet de résolution est d'une conception trop rigide.

14. Quant à la section II du projet de résolution, la délégation britannique reconnaît toute l'influence de l'expansion du commerce international sur le processus d'industrialisation, mais elle estime que le Comité consultatif devrait concentrer ses efforts sur les problèmes fondamentaux de l'industrialisation. Il est à craindre que cette partie du texte, sous sa forme actuelle, ait pour effet de disperser les efforts du Comité en l'amenant à s'engager dans un domaine nouveau et complexe. D'autres organisations internationales, tels la Commission du commerce international des produits de bases et le GATT, sans parler de la prochaine conférence sur le commerce, s'occupent déjà des problèmes du commerce international. Aussi serait-il dommage que les travaux du Comité du développement industriel, dont les tâches sont déjà lourdes, fassent double emploi avec ceux de ces organisations. La délégation britannique pense que des modifications appropriées pourront être apportées au texte actuel.

15. M. BOLT (Nouvelle-Zélande) assure les auteurs du projet de résolution que la première réaction de sa délégation est favorable et qu'elle voudrait appuyer ce projet dans toute la mesure du possible. Elle estime cependant, elle aussi, que le dispositif de la section I préjuge quelque peu les décisions que prendra le Comité consultatif. A cet égard, elle pense notamment que des mots tels que "nécessité" et "organisation unique" sont trop catégoriques.

16. Quant au dispositif de la section II, la délégation néo-zélandaise a quelque difficulté à en saisir exactement la portée. Il semble poser deux problèmes distincts, celui des effets des politiques commerciales sur l'industrialisation des pays en voie de développement, et celui du genre d'industrialisation le mieux adapté aux divers pays en raison des tendances actuelles du commerce international. C'est sur ce dernier problème que doivent porter les travaux du Comité du développement industriel, à l'exclusion des questions de politique commerciale. Il conviendrait donc de remanier ce dispositif pour délimiter le domaine dont le Comité doit s'occuper.

17. M. AYARI (Tunisie) reconnaît la contribution que les auteurs du projet de résolution veulent apporter à l'action des Nations Unies dans le domaine du développement industriel. Mais un comité consultatif d'experts a été créé pour examiner s'il serait nécessaire d'apporter des changements à la structure organique existante dans le domaine du développement industriel, et la délégation tunisienne préfère attendre ses conclusions avant de se prononcer. Elle estime toutefois que le premier considérant de la section I du projet ne fixe pas l'orientation des travaux du Comité et ne préjuge pas ses décisions, car elle ne fait que reprendre le mandat qui lui est donné.

18. Quant au deuxième considérant de la section I, le représentant de la Pologne a montré à la séance précédente les liens organiques qui existent entre le développement industriel et la mise en valeur des ressources naturelles, de l'énergie et des ressources hydrauliques. La présence de ces liens est attestée par l'existence, à la CEA, d'une division de l'industrie, des transports et des ressources naturelles. La délégation tunisienne admet, avec le représentant de la France, que d'autres facteurs encore jouent un rôle important dans le processus d'industrialisation, mais il ne semble pas que la rédaction du projet de résolution soit en rien limitative et qu'elle exclue des éléments importants comme les transports et les communications ou les données statistiques. M. Ayari admet que la rédaction de ce paragraphe puisse donner lieu à des commentaires, mais il tient à faire une réserve sur ce point, estimant qu'un jugement sur la nécessité de la mise en valeur des ressources naturelles pour la poursuite de l'industrialisation doit relever d'une étude technique. C'est là la tâche d'un comité d'experts. Il demande donc aux auteurs de prévoir une rédaction plus souple pour la fin de ce considérant. Les problèmes évoqués dans le dispositif de la section I sont déjà étudiés, comme l'ont dit d'autres représentants, par plusieurs institutions internationales, régionales ou nationales, et il est difficile d'envisager une organisation unique. Il serait préférable de parler de la coordination des institutions existantes. La délégation tunisienne approuve quant au fond cette première recommandation, mais désire que ses auteurs donnent à ce paragraphe une rédaction plus souple, remplaçant les termes de "nécessité" et d' "organisation unique" par la suggestion d'une coordination entre les diverses institutions spécialisées et autres organisations internationales.

19. Quant à la section II du projet de résolution, la délégation tunisienne ne pense pas que ses auteurs aient envisagé une étude du commerce international. Cette question fait l'objet d'un autre projet de résolution et sera étudiée par d'autres organes. Les problèmes du financement de l'industrialisation et de la diversification du commerce extérieur sont certes importants, mais ils ne représentent qu'une partie du problème plus vaste du développement industriel. Aussi, le représentant de la Tunisie est-il convaincu que la section II n'est pas nécessaire à l'objet même du projet de résolution, qui touche à la structure institutionnelle existant dans le domaine de l'industrialisation. Toutefois, il n'en demande pas la suppression.

20. M. SIDIKOU (Niger) est d'avis, lui aussi, qu'il s'agit d'une question de coordination. Il pense qu'une tendance à la concentration ne serait pas un facteur d'efficacité, surtout lorsqu'il s'agit du développement des ressources naturelles de pays dont le niveau de développement et les besoins immédiats diffèrent grandement. Des pays comme le Niger ne comprendraient pas que l'on sacrifie, pour des besoins d'unification, des secteurs qui sont essentiels à leur développement industriel. Une telle démarche risquerait de créer entre les pays en voie de développement des problèmes analogues à ceux qui se présentent aujourd'hui entre les pays industrialisés et ceux qui ne le sont pas. D'autre part, le dispositif de la section I du projet de résolution semble préjuger les travaux du Comité consultatif d'experts. Il n'est pas souhaitable, lorsque l'on crée un comité technique, de délimiter son domaine de travail. Le Comité consultatif étudiera certainement tous les problèmes relatifs

au développement industriel, et il convient de lui faire confiance. Quant à la section II du projet de résolution, elle soulève le problème du commerce international. Ce n'est qu'après les travaux de la conférence internationale sur le commerce et ceux du Comité consultatif d'experts que l'on saura s'il est indispensable de lier les deux problèmes. Le représentant du Niger espère que les auteurs du projet de résolution voudront bien tenir compte de ces observations.

21. M. BOLIN (Suède) dit que sa délégation apprécie l'initiative des délégations polonaise et jordanienne, mais éprouve certains doutes, notamment sur la première recommandation. Ce texte semble, sous sa forme actuelle, préjuger les décisions du Comité consultatif. Comme le Gouvernement suédois n'a pas encore arrêté sa position quant à la nécessité de modifier l'organisation existante, M. Bolin serait heureux de voir le dispositif de la section I modifié dans un sens qui lui donne plus de souplesse. La délégation suédoise serait disposée à appuyer les propositions présentées par le représentant de la Tunisie.

22. Pour M. TELL (Jordanie), il serait préférable d'ajourner la discussion sur ce projet de résolution pour permettre aux auteurs de procéder à des consultations.

23. M. NATORF (Pologne) partage cette opinion, mais aimerait auparavant répondre à plusieurs des observations qui ont été faites au cours de la discussion. Il reconnaît tout d'abord avec le représentant de la Tunisie que la vie économique d'un pays est un ensemble d'éléments interdépendants et qu'il peut sembler artificiel de détacher de ce tout complexe certains facteurs tels que les ressources naturelles ou les ressources hydrauliques. Des raisons pratiques d'efficacité commandent cependant cette démarche, car il serait impossible d'arriver à des solutions concrètes si l'on voulait s'attaquer à tous les problèmes à la fois. En outre, le développement industriel et l'étude des ressources naturelles d'un pays sont indissolublement liés, car aucune nation ne peut s'industrialiser si elle ignore l'étendue de ses richesses.

24. Certains hésitent à faire les études nécessaires dans le cadre d'une organisation unique et préféreraient se borner à coordonner les travaux des organismes actuels. Cette méthode ne présenterait pas d'inconvénient s'il existait déjà une institution spécialisée des Nations Unies pour chacun des domaines envisagés. Tel n'est pas le cas cependant et il n'existe aucune institution pour les ressources naturelles, les ressources énergétiques et les ressources hydrauliques. D'autre part, il est indéniable que les enquêtes d'ensemble sur les ressources sont particulièrement utiles pour les pays qui doivent partir de zéro et faire l'inventaire de leurs richesses avant d'adopter la moindre mesure concrète. Puisque les Nations Unies ont déjà effectué des travaux appréciables dans le domaine des ressources naturelles et de l'énergie, le mieux serait évidemment de les poursuivre au sein d'un organe centralisateur.

25. Plusieurs représentants craignent que le libellé du dispositif de la section I du projet soit trop précis et préjuge l'issue des délibérations du Comité consultatif. Il est à craindre au contraire qu'en l'absence de toute directive nette de l'Assemblée le Comité consultatif ne soit contraint de s'en tenir aux termes trop limitatifs du mandat donné au Comité du dévelop-

pement industriel. Si la majorité des membres de la Commission admet qu'il faut traiter les problèmes du développement industriel conjointement avec ceux de la mise en valeur des ressources naturelles, du développement de l'énergie et de l'exploitation des ressources hydrauliques, elle ne devrait pas éprouver de difficultés à donner sur ce point des indications précises au Comité consultatif. Les auteurs du projet ont certes hésité à inclure les ressources hydrauliques, parce que ces ressources contribuent autant au progrès de l'agriculture qu'à celui de l'industrie et parce que leur degré de mise en valeur varie grandement d'un pays à l'autre. Ils ont cependant conclu par l'affirmative, puisque de toute manière il est impossible de parvenir à une organisation idéale qui tiendrait compte de toutes les nécessités. Néanmoins, si la majorité des membres de la Commission pense, comme le représentant du Pakistan, qu'il vaudrait mieux ne pas mentionner l'étude de ces ressources, les auteurs du projet de résolution n'insisteront pas. La modification de forme proposée par le représentant du Pakistan au dispositif de la section II ne pose aucun problème.

26. M. Natorf précise d'autre part, à l'intention du représentant de la France, que les études envisagées dans cette partie du projet seraient des recherches théoriques et non pas des rapports pratiques proposant des mesures concrètes aux gouvernements. Comme l'a dit le représentant de la Tunisie, la délégation polonaise se soucie vivement des moyens de financer le développement industriel. Les études viseraient donc à établir quelle serait l'envergure possible du processus d'industrialisation dans les pays économiquement peu développés et quelles dépenses ce processus entraînerait. Ces études devraient également porter sur le commerce extérieur, car il est évident que l'industrialisation a des répercussions sur la structure des échanges avec l'étranger et qu'avant de développer la production d'un article le pays intéressé doit s'assurer qu'il pourra l'écouler. Ce sont là des vérités générales unanimement admises et il ne devrait pas être difficile de parvenir à un texte que toutes les délégations puissent accepter.

La séance est levée à 12 h 15.